



## Réalisation d'une aire de jeux Ecole

### Maître d'Ouvrage

Mairie de SAINT-THIBAUD-DE-COUZ  
Représentée par Le Maire, M. Denis BLANQUET  
Chef-Lieu – 73160 SAINT-THIBAUD-DE-COUZ  
Tél. : 04 79 65 71 01 - Courriel : [mairie.sthibaud@gmail.com](mailto:mairie.sthibaud@gmail.com)

# DOSSIER DE CONSULTATION

## C.C.A.P.

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

\*\*\*\*\*

TRANCHE FERME (Lot Unique)

Commune de  
**SAINT-THIBAUD-DE-COUZ (Savoie)**

*Lieu-dit « Chez Carlet »*

Modifications	Indices	Dates
Etablissement du document	A	05 octobre 2020

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## CHAPITRE I - INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

- Article 1 - SITUATION DU CHANTIER
- Article 2 - OBJET DU MARCHE
- Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE
- Article 4 - DEFINITION DU MAITRE D'OUVRAGE ET DE SES REPRESENTANTS
- Article 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
- Article 6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- Article 7 - FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS
- Article 8 - ARCHEOLOGIE

## CHAPITRE II - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

- Article 9 - FOURNITURE DES MATERIAUX
- Article 10 - RECONNAISSANCE DES LIEUX
- Article 11 - CONDITIONS D'APPLICATION DES PRIX
- Article 12 - DEFINITION DES PRIX
- Article 13 - VARIATION DANS LES PRIX
- Article 14 - SITUATION MENSUELLE
- Article 15 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS
- Article 16 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER
- Article 17 - DELAIS D'EXECUTION
- Article 18 - PENALITE DE RETARD
- Article 19 - OUVRIER ETRANGER
- Article 20 - FOURNITURE D'OUVRIERS POUR TRAVAUX EN REGIE
- Article 21 - DELAI DE GARANTIE
- Article 22 - ATTESTATIONS D'ASSURANCE
- Article 23 - CAUTIONNEMENT, RETENUE DE GARANTIE
- Article 24 - SOUMISSION
- Article 25 - RESILIATION DU MARCHE
- Article 26 - MESURES CONCERNANT LA SANTE ET LA SECURITE
- Article 27 - CONDITIONS GENERALES



### **Article 1** - SITUATION DU CHANTIER

Le chantier est situé sur la Commune de SAINT THIBAUD DE COUZ département de la Savoie.

### **Article 2** - OBJET DU MARCHE

**Le présent marché a pour objet :**

La réalisation des travaux nécessaire pour l'aménagement d'une aire de jeux « Ecole » sur la commune de SAINT THIBAUD DE COUZ.

### **Article 3** - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée régie par l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique (avec publicité et mise en concurrence).

### **Article 4** - DEFINITION DU MAITRE D'OUVRAGE et de ses REPRESENTANTS.

**Il est précisé que :**

Le Maître d'Ouvrage est :

- **Commune de SAINT THIBAUD DE COUZ,**  
Représentée par Le Maire, Monsieur Denis BLANQUET, Pouvoir adjudicateur.

Le Maître d'Œuvre est :

Le Cabinet VERDIS représenté par François VERLUCCO situé à SAINT-BALDOPH (73190) - 58, chemin de la Ficologne.

### **Article 5** - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

**La liste ci-dessous énumère, par ordre de priorité, les pièces contractuelles constituant le marché :**

- \* Acte d'Engagement (ATTRI 1),
- \* Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- \* Le Cahier des Clauses Techniques Particulières - Bordereau des prix Unitaire (C.C.T.P.+ B.P.U.),
- \* Le Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux (CCAG -Travaux) approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 et publié au JO du 1er octobre 2009
- \* Le Cahier des Clauses Techniques Générales - Travaux (CCTG-Tvx)
- \* La Détail Quantitatif et Estimatif (D.Q.E.),
- \* Le Mémoire justificatif,
- \* Notice de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.),
- \* Les Plans : Plans des aménagements et Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

### **Article 6** - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 621-137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte par l'article L 621-28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire. En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

#### **Article 7 - FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS**

Par dérogation au paragraphe 3 de l'article 5 du C.C.A.G., les notifications entre l'entrepreneur et la maîtrise d'œuvre peuvent être valablement transmises par voie électronique type courriel. Pourront être transmis ainsi lettres, ordres de service, notes d'observations et mentions des visas des documents. La date automatiquement imprimée sur l'accusé de réception étant alors retenue comme date de notification ou de remise de la communication.

L'usage courriel pour de telles communications étant réservés aux jours ni chômés, ni fériés, ni samedi, ni dimanche et uniquement aux heures réputées travaillées.

#### **Article 8 - ARCHEOLOGIE**

L'entreprise prendra en compte toutes les sujétions réglementaires en vigueur. L'entrepreneur est averti que des sites archéologiques peuvent être mis à jour lors de la réalisation des fouilles à ciel ouvert.

En cas de découverte de sites et en application de l'article 33.2 du C.C.A.G., l'entrepreneur devra impérativement avertir immédiatement le maître d'œuvre. Celui-ci contactera les autorités compétentes pour décider s'il est nécessaire d'engager des recherches archéologiques.

<b>CHAPITRE II - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES</b>
---

#### **Article 9 - FOURNITURE DES MATERIAUX**

Il est précisé que les prix des bordereaux tiennent compte de toutes les fournitures de matériaux.

#### **Article 10 - RECONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entrepreneur, par le seul fait de soumissionner, reconnaît avoir procédé à la reconnaissance des lieux, s'être pleinement rendu compte des difficultés et des conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les travaux ; toutes les sujétions résultant de ces difficultés ou de ces conditions sont comprises dans les prix et ne pourront donner lieu en aucun cas, à indemnité ou plus-value.

L'entrepreneur qui aura à travailler en limite du terrain devra obtenir les autorisations de passage des voisins et sera dans l'obligation de remettre les terrains dans l'état où il les a trouvés, et ce à ses frais.

#### **Article 11 - CONDITIONS D'APPLICATION DES PRIX**

Les prix du bordereau comprennent toutes les fournitures, main-d'œuvre, interventions successives, sujétions afférentes à l'exécution des travaux telles qu'elles sont définies dans le Cahier des Prescriptions Communes auquel se réfère le présent marché.

Ils s'appliquent aux ouvrages construits conformément à toutes les prescriptions du présent cahier en matériaux y définis, ou à défaut de précisions, en matériaux de premier choix.

L'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni se prévaloir d'aucune indemnité du fait d'une diminution ou augmentation dans la masse des travaux à exécuter.

#### **Article 12 - DEFINITION DES PRIX**

Ils sont définis par article dans le bordereau des prix joint.

#### **Article 13 - VARIATION DANS LES PRIX**

Les prix du bordereau sont fermes et non révisables.

## **Article 14 - SITUATION MENSUELLE**

Elle sera obligatoirement déposée sur la plateforme dématérialisée <https://chorus-pro.gouv.fr>

Un état de situation cumulative au 25 de chaque mois est remis par l'entrepreneur au maître d'ouvrage par le biais de la plateforme CHORUS PRO avec la fin du mois auquel il se reporte. Cet état comprend les ouvrages exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de situation. En cas de désaccord sur le montant d'un acompte, le règlement du désaccord ne retardera pas le mandatement correspondant qui sera effectué sur la base des sommes admises par le maître d'œuvre du lot.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

## **Article 15 - PAYEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS**

### **Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial (D.C.4), conformément à l'article 2.41 du C.C.A.G.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés l'article 2.43 du C.C.A.G.
- Le compte à créditer
- Les coordonnées de la structure sous CHORUS PRO.

Le titulaire doit joindre, en sus :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du travail
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références)

### **Modalités de paiement direct**

- En cas de co-traitance : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque co-traitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférent à ce co-traitant.
- En cas de sous-traitance :
- Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
- Pour les sous-traitants d'un co-traitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.
- Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement

## **Article 16 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantiers provoqués par le maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoirs pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires au personnel de l'entreprise travaillant sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre. Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés auxquels l'entrepreneur est tenu d'assister ou d'être représenté.

Il pourra être tenu un cahier de chantier sur lequel seront enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier mention explicite étant faite des présents et sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas de leur part l'objet de notifications écrites par voie différente.

Les comptes-rendus de chantier seront exécutés par le maître d'œuvre et envoyés aux différents organismes intéressés. L'entrepreneur aura un délai de 8 jours pour le contester, passé ce délai, celui-ci sera contractuel.

## **Article 17 - DELAIS ET CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX**

**Délais maximums imposés à la consultation. Les délais contractuels sont notifiés sur l'acte d'engagement (Attri-1).**

Le Maître d'Œuvre délivrera l'ordre de service de démarrage à l'entreprise adjudicatrice de chaque lot.

- LOT Unique Terrassement VRD : fixé à 25 jours maximum ouvrés de travaux et 15 jours maximum ouvrés de préparation.  
(Soit 40 jours)

## **Article 18 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire subira une pénalité journalière de 1/500<sup>e</sup> du montant HT du marché (Le calcul du nombre de jours de retard se faisant conformément à l'Article 20 du C.C.A.G.)

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, comme prévu à l'article 20.4 du CCAG-Travaux. Les pénalités de retard sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

### **Pénalités complémentaires :**

- |  |                         |
|--|-------------------------|
| - Pénalité pour absence non justifiée à la réunion de chantier             | : 150.00€ / par absence |
| - Pénalité pour retard non justifié à la réunion de chantier               | : 50.00€ / par retard   |
| - Pénalité de retard pour la fourniture du DOE / jour calendaire de retard | : 25.00€ / jour         |

## **Article 19 - DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé à un an à partir de la réception du secteur.

Les délais de garantie sont fixés à 10 ans pour toutes les prestations relevant d'une garantie décennale.

## **Article 20 - ATTESTATIONS D'ASSURANCE**

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et responsabilité décennale exigées des intervenants devront être adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même ou d'un agent d'assurance. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes. L'attestation d'assurance décennale devra être nominative de chantier, comporter le montant de ses garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux et comporter mention des activités garanties.

## **Article 21 - CAUTIONNEMENT, RETENUE DE GARANTIE**

Il n'est pas exigé de cautionnement tant provisoire que définitif, dans le cas où il est substitué au cautionnement par une retenue sur acomptes dont le taux est fixé à 5,00% du montant T.T.C. du Marché.

## **Article 22** - SOUMISSION

Les soumissions seront conformes au modèle d'acte d'engagement annexé au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## **Article 23** - RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 et 47 du C.C.A.G. travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus au Code de la Commande Publique peut entraîner, par décision de la personne responsable du marché, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépense restent acquises à la personne publique.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne responsable du marché des documents énumérés à l'article 2.23 du C.C.A.G. complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du C.C.A.G.

## **Article 24** - MESURES CONCERNANT LA SANTE ET LA SECURITE

Les dispositions sont précisées dans le Plan Général de Coordination, elles s'appliquent à toute entreprise, travailleur indépendant, sous-traitant, mandataire ou cotraitant intervenant sur le chantier, toutefois c'est le coordonnateur S.P.S., nommé par le Maître d'ouvrage, qui aura à sa charge la surveillance et le respect de ces prescriptions.

Les offres des entreprises devront tenir compte des dispositions légales applicables aux chantiers de Bâtiments et Travaux Publics définis par la loi du 31/12/93 et ses décrets d'application en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

Celle-ci est soumise aux dispositions du décret n° 94.1159 du 26/12/1994.

En conséquence chaque entrepreneur est tenu de remettre au coordonnateur S.P.S. son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément aux dispositions des articles R.238-26 à R.238-36, et il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé et notamment le décret du 08/01/1965 et le code du travail.

Ces P.P.S.P.S. seront remis à jour en cours de chantier, si les dispositions prévues initialement ne sont pas respectées lors de l'exécution.

L'intervention du coordonnateur S.P.S. ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de construire en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

## **Article 25** - CONDITIONS GENERALES

Pour tout ce qui n'est pas nettement stipulé à l'un quelconque des articles qui précèdent, l'Entrepreneur sera soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables à toutes catégories de Marchés.

***Accepté après lecture faite***

***Le présent C.C.A.P.***

L'ENTREPRENEUR